



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 26 août 2024

Gabriel Galípolo est indiqué par Lula pour le poste de gouverneur de la Banque centrale.

Sa nomination doit encore être examinée et approuvée par le Sénat.

Des recettes record pourraient permettre au gouvernement d'atteindre l'objectif fiscal de 2024.

Après un nouveau record en juillet, les recettes fédérales atteignent 1 529 Mds BRL sur 7 mois, un sommet historique. Cette performance résulte d'indicateurs macroéconomiques solides, en particulier de la croissance et du marché du travail. Le gouvernement estime que ce rythme de collecte, supérieur aux prévisions, devrait permettre d'atteindre un déficit primaire nul en fin d'année.

Le Plan de Transformation Ecologique est formalisé par la signature d'un pacte d'engagement entre les trois branches de l'Etat.

Ce pacte définit les priorités de chaque branche du pouvoir - exécutif, législatif et judiciaire - dans ce nouveau modèle de développement, axé sur la durabilité écologique, le développement économique, ainsi que la justice sociale et climatique.

Les défis démographiques s'accroissent au Brésil selon les dernières projections de la population.

Les nouvelles projections démographiques de l'IBGE montrent un vieillissement de la population plus rapide et une diminution plus marquée de la population jeune et en âge de travailler que prévu initialement. Ces évolutions auront des répercussions majeures sur le marché du travail ainsi que sur les finances publiques.

Graphique de la semaine : Projection démographique par genre et âge en 2023 et 2070.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,7%	+2,4%	135 920
Risque-pays (EMBI+ Br)	+0pt	+26pt	228*
Taux de change USD/BRL	+0,9%	+15,2%	5,63
Taux de change €/BRL	+1,0%	+16,7%	6,24

Note : Données du jeudi à 14h30 localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

*dernières données disponibles : 30/07/24

LE CHIFFRE A
RETENIR :

1,57

Le taux de natalité en
2023, contre 2,32
enfants par femme en
2000 (IBGE)

Actualités macro-économiques & financières

Gabriel Galípolo, actuel directeur de politique monétaire, est indiqué par Lula pour le poste de gouverneur de la Banque centrale

Le président Luiz Inácio Lula da Silva a désigné l'économiste Gabriel Galípolo, actuel directeur de la politique monétaire au sein de la Banque Centrale (BCB), pour succéder à Roberto Campos Neto à la présidence de l'institution. L'annonce a été faite le 28 août par le ministre des Finances, Fernando Haddad. Le gouvernement a immédiatement soumis la nomination de M. Galípolo au Sénat, adressant la recommandation au président du Sénat, Rodrigo Pacheco, ainsi qu'au sénateur Vanderlan Cardoso, président de la Commission des Affaires Économiques. **La nomination doit encore être examinée et approuvée par le Sénat avant de devenir officielle. En cas de confirmation, M. Galípolo prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} janvier prochain.**

Gabriel Galípolo est économiste diplômé de la Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, un établissement réputé pour son approche hétérodoxe de l'économie. Avant de rejoindre le Parti des Travailleurs (PT) de Lula, il a présidé le Banco Fator de 2017 à 2021 et s'est rapproché de la direction du PT à la fin de 2021, avant même le début de la pré-campagne présidentielle en 2022. Il a également occupé le poste de secrétaire exécutif, équivalent au vice-ministre, au ministère des Finances sous Fernando Haddad, avant de rejoindre la BCB en tant que directeur de la politique monétaire, où il supervisait les

opérations de marché de l'institution. Il était depuis longtemps le favori pour succéder à M. Campos Neto, qui quittera son poste en décembre, après avoir été vivement critiqué par Lula pour ne pas avoir réduit le taux directeur (Selic).

La nomination de M. Galípolo intervient dans un contexte de pressions inflationnistes croissantes. Les prévisions du marché pour l'inflation cette année continuent de grimper, atteignant actuellement 4,25%, contre 4,1% il y a un mois. Bien que ces prévisions restent dans la marge de tolérance de l'objectif de la Banque Centrale, fixé à 3% +/- 1,5%, elles s'éloignent de la cible et signalent un processus de désancrage, ce qui pourrait compromettre le contrôle de l'inflation. **Lors de récentes déclarations, M. Galípolo a exprimé sa préoccupation face à ces prévisions et a indiqué qu'une hausse des taux d'intérêt n'est pas à exclure lors de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire (Copom) en septembre.**

Cette nomination marque le premier changement à la présidence de la Banque Centrale depuis l'instauration du système de mandats fixes en 2021, suite à l'adoption de la loi sur l'autonomie opérationnelle de l'institution.

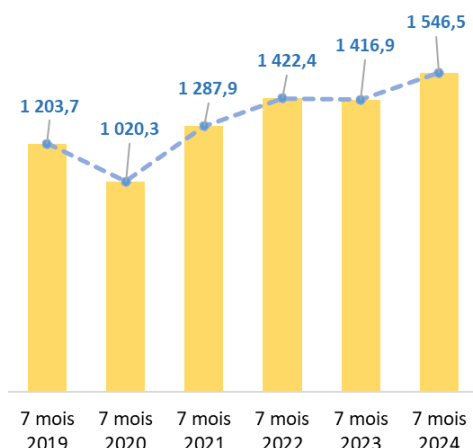
Des recettes record pourraient permettre au gouvernement d'atteindre l'objectif fiscal de 2024.

Selon les [données](#) de la *Receita Federal* (RFB), les recettes du gouvernement fédéral ont totalisé 1 529 Mds BRL (255 Mds EUR) au cours des 7 premiers mois de l'année, soit une augmentation réelle de +9,15%¹ par rapport à la même période en 2023. Le mois de juillet a battu un nouveau record avec une

¹ En termes nominaux, le résultat cumulé a augmenté de +13,73% en un an.

collecte de 231 Mds BRL, en hausse de +9,55% en termes réels par rapport à juillet 2023. **Les résultats de juillet représentent une nouvelle performance historique**, tant pour ce mois que pour les 7 premiers mois de l'année depuis le début de la série historique en 1995.

Montant cumulé sur 7 mois des recettes fiscales fédérales collectées (prix de juillet 2024/IPCA)



Source : RFB

Plusieurs facteurs clés sont à l'origine de ces résultats. D'une part, une croissance économique plus forte que prévu et des améliorations significatives dans les principaux indicateurs macroéconomiques ont soutenu la hausse des recettes fiscales.

Plus précisément, la production industrielle a augmenté de +5,6% en juin (+2% sur les 7 derniers mois), les ventes au détail ont progressé de +2% (+3,6% sur 7 mois), et les services ont connu une croissance de +1,3% (+1,4% sur 7 mois).

La dynamique du marché du travail, engendrant une hausse de la masse salariale de +10,3% en juin (+11,4% sur 7 mois), a joué un rôle crucial en stimulant la collecte fiscale. Ainsi, les recettes de la sécurité sociale ont représenté la principale source de la collecte de

juillet, totalisant 53,6 Mds BRL, en hausse de +6% par rapport à juillet 2023.

Le commerce extérieur a également contribué à la hausse des recettes, grâce à l'augmentation des revenus issus des importations, résultant de la hausse du volume des importations et des variations du taux de change.

D'autre part, la performance de juillet, ainsi que celle des 7 premiers mois de 2024, est également attribuable à l'amélioration de la collecte du PIS/Cofins (45,3 Mds BRL en juillet, soit +22% en un an), en lien avec la restitution de la fiscalité sur les carburants², ainsi qu'à l'imposition des fonds exclusifs³ et des fonds offshores depuis le début de l'année.

Suite à la publication des résultats des recettes fédérales de juillet, **le ministère des Finances a annoncé que la performance exceptionnelle de la collecte des impôts depuis le début de l'année, bien supérieure aux prévisions, devrait permettre d'atteindre l'objectif de déficit primaire nul (0% du PIB $\pm$ 0,25 point de pourcentage) pour cette année.**

Le gouvernement devrait par ailleurs annoncer dans les prochains jours son projet de loi de finances pour l'année prochaine, visant également un déficit zéro pour 2025.

² Rétablissement de la taxation du programme d'intégration sociale (PIS) et de la contribution pour le financement de la sécurité sociale (COFINS) sur les carburants.

³ Promulguée le 12 décembre 2023, la loi sur l'imposition des fonds d'investissement exclusifs au Brésil instaure un

régime fiscal semestriel sur les bénéfices, variant entre 15 et 20% en fonction de la maturité du fonds.

Le Plan de Transformation Ecologique est formalisé par la signature d'un pacte d'engagement entre les trois branches de l'Etat brésilien.

Le 22 août dernier, le gouvernement brésilien a lancé le [Pacte pour la transformation écologique entre les trois pouvoirs de l'Etat brésilien](#)⁴. Ce Pacte formalise l'engagement des branches exécutive, législative et judiciaire à promouvoir une transformation écologique harmonieuse et intégrée à travers un ensemble d'actions et de mesures concrètes. Le pacte a été signé par le président Lula, le président du Sénat, Rodrigo Pacheco, le président de la Chambre des députés, Arthur Lira, et le président du Tribunal suprême fédéral, Luís Roberto Barroso.

Lors de la cérémonie de signature, le **président Lula a affirmé que ce Pacte établira les fondations d'un nouveau modèle de développement au Brésil**, en plaçant la durabilité écologique, le développement économique, et la justice sociale et climatique au cœur des politiques publiques. **Cette signature répond à l'urgence de la crise climatique, exacerbée par la fréquence croissante et la gravité des événements météorologiques extrêmes qui frappent le pays**, tels que les inondations dévastatrices dans l'État du Rio Grande do Sul, les sécheresses en Amazonie et les incendies dans les régions Sudeste et Centro-oeste. **Le Pacte devrait également renforcer la position du Brésil sur la scène internationale** en tant qu'acteur majeur dans les domaines de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire, selon le ministère des Finances.

Le Pacte s'articule autour de trois axes : i) aménagement territorial et foncier, ii) transition énergétique, iii) développement durable avec justice sociale, environnementale et climatique. **Il définit les priorités de chaque pouvoir à travers 26 mesures**, incluant la création d'un comité de gestion conjoint chargé de la mise en œuvre de ces actions.

Les objectifs du Pacte s'alignent pleinement avec les actions prévues dans le Plan de Transformation Ecologique. Initié en août 2023 et présenté dans le cadre de la COP28 en fin d'année 2023, ce Plan vise à concilier développement économique et social avec la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Il est piloté par le ministère des Finances.

Le Plan est structuré autour de trois objectifs principaux - i) emploi et productivité, ii) durabilité environnementale, et iii) justice sociale – qui se déclinent en 6 axes⁵ et 5 types d'instruments⁶. **Il prévoit la mise en œuvre d'une centaine d'actions d'ici à 2025**, dont la création d'un marché carbone régulé, d'une taxonomie durable, et l'émission de nouvelles obligations souveraines durables. Certaines initiatives sont déjà en cours, comme le programme Eco Invest, qui offre une protection contre les fluctuations du taux de change pour les investissements étrangers dans des projets durables ([brèves économiques du 25 mars 2024](#)).

⁴ Pacto pela transformação ecológica entre os três poderes do estado brasileiro.

⁵ Finances durables, Densification technologique, Bioéconomie et systèmes agroalimentaires, Transition

énergétique, Économie circulaire, Nouvelle infrastructure verte et adaptation.

⁶ Financiers, Fiscaux, Réglementaires, Administratifs et opérationnels, Suivi et contrôle.

Etude économique & financière

Les défis démographiques s'accroissent au Brésil selon les dernières projections de la population.

Les nouvelles projections de l'évolution démographique du Brésil indiquent que la population du pays cessera de croître en 2041, lorsqu'elle atteindra un pic de 220,4 M d'habitants. Par la suite, la population devrait décliner pour atteindre 199,2 M en 2070⁷. Actuellement, la population brésilienne est estimée à 203,1 M en 2022. Ces projections, réalisées par l'Institut brésilien de statistiques (IBGE), sont les premières à intégrer les nouvelles données issues du recensement démographique de 2022 et ont été publiées la semaine dernière. Les projections précédentes, datant de 2018, prévoyaient un pic de population à 233,2 M d'habitants en 2047, soit un scénario de base actuel avec un pic populationnel réduit de 12,8 millions d'habitants et avancé de six ans.

Les conséquences de ces évolutions sont déjà perceptibles sur le plan économique. Selon les dernières projections de l'IBGE, la population en âge de travailler, soit les personnes âgées de 15 à 64 ans, est actuellement estimée à 146,8 M de personnes. Lors des estimations précédentes, cette population s'élevait à 149,6 M en 2018 et à 151,4 M en 2013. **Cela signifie que, bien que la population brésilienne ne**

devrait commencer à décliner qu'à partir de 2041, la force de travail du pays est déjà en déclin. Ce phénomène peut en partie expliquer certaines dynamiques actuelles du marché du travail, telles que la **baisse significative du taux de chômage et la pénurie de main-d'œuvre** ressentie dans certains secteurs.

Le taux de fécondité est également en forte baisse. Il était de 1,57 enfant par femme en 2023, bien en deçà du seuil de renouvellement des générations fixé à 2,1⁸. Ce taux a fortement baissé depuis le début du siècle, passant de 2,32 en 2000 à 1,75 en 2010. Les nouvelles projections prévoient une poursuite de cette dynamique, avec un taux de 1,47 en 2030 et de 1,44 en 2041, moment où il atteindra son plus bas niveau. **Le Brésil s'inscrit ainsi dans la tendance mondiale de baisse de la natalité, rejoignant la moyenne européenne (1,53 en 2022),** mais restant en dessous de la France (1,68 en 2023).

Par ailleurs, l'âge moyen des femmes à l'accouchement, tous les enfants confondus, est en hausse au Brésil, atteignant 27,7 ans en 2020 contre 25,3 ans en 2000. Les projections estiment qu'il atteindra 31,3 ans en 2070.

Cette dynamique démographique entraîne une forte baisse des naissances sur le territoire brésilien. En 2022, 2,575 M de naissances ont été enregistrées, contre 3,573 M en 2000⁹. Les projections suggèrent que ce chiffre tombera à 1,489 M en 2070.

En conséquence, le taux de variation de la population entre 0 et 14 ans est en déclin, et cette tendance s'accroît. Le taux de variation a atteint -1,2% par an en 2024, alors qu'il était de -0,79 en

⁷ Les États du Rio Grande do Sul et d'Alagoas seront probablement les premiers à voir leur population diminuer, dès 2027, suivis par Rio de Janeiro en 2028. À l'opposé, le Mato Grosso devrait être le dernier État à entamer cette transition, après 2070, année limite des projections actuelles. Santa Catarina et Roraima, quant à eux, commenceront à voir leur population décroître en 2064.

⁸ La baisse de la fécondité touche toutes les régions du pays, y compris le Nordeste, la région la plus pauvre, où

le taux de fécondité est passé à 1,57 enfants par femme, proche de la moyenne nationale, ainsi que le Sud-est, la région la plus riche, avec un taux de 1,48. Parmi les États, Roraima affiche le taux de fécondité le plus élevé (2,26), tandis que Rio de Janeiro présente le plus bas (1,39).

⁹ Les régions Nord et Nordeste ont enregistré la plus forte diminution au cours de la dernière décennie. Entre 2000 et 2023, le nombre de naissances dans le Nordeste a chuté de 1,1 M à 705,6 mille, et dans le Nord, de 377 mille à 285 mille.

2018. En termes absolus, le nombre d'enfants dans cette tranche d'âge serait de 42,1 M en 2024, contre une projection de 43,8 M faite en 2018 pour la même année. En 2060, ce nombre devrait tomber à 26,8 M. En d'autres termes, même si les dépenses pour ce groupe d'âge restent constantes en valeur absolue, les dépenses publiques par enfant augmenteront de 77% dans les prochaines décennies, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur l'allocation des ressources publiques.

Quant à l'espérance de vie à la naissance au Brésil, elle a atteint 76,4 ans en 2023, soit 5,2 ans de plus qu'au début du siècle, où elle était de 71,1 ans. Pour les hommes, cet indicateur est passé de 67,3 ans à 73,1 ans, tandis que pour les femmes, il est passé de 75,1 ans à 79,7 ans. Les projections pour 2070 estiment une espérance de vie de 83,9 ans, avec 81,7 ans pour les hommes et 86,1 ans pour les femmes.

Ces changements démographiques entraînent également un vieillissement de la population. L'âge moyen au Brésil est ainsi passé à 35,5 ans en 2023, contre 28,3 ans en 2000. **En 2070, l'âge moyen projeté sera de 48,4 ans.** Ces moyennes varient considérablement d'un État à l'autre, le Rio Grande do Sul ayant l'âge moyen le plus élevé (38,1 ans), suivi de Rio de Janeiro (37,5 ans) et de Minas Gerais (37,1 ans). Les États les plus jeunes se trouvent dans la région Nord : Amapá (29,3 ans) et Roraima (28,7 ans).

Enfin, la proportion de personnes âgées (60 ans et plus) dans la population brésilienne a presque doublé entre 2000 et 2023, passant de 8,7% à 15,6%. En chiffres absolus, le nombre de personnes âgées est passé de 15,2 M à 33,0 M au cours de la même période. **En 2070, environ 37,8% de la population du pays sera constituée de personnes âgées, soit 75,3 M de personnes.**

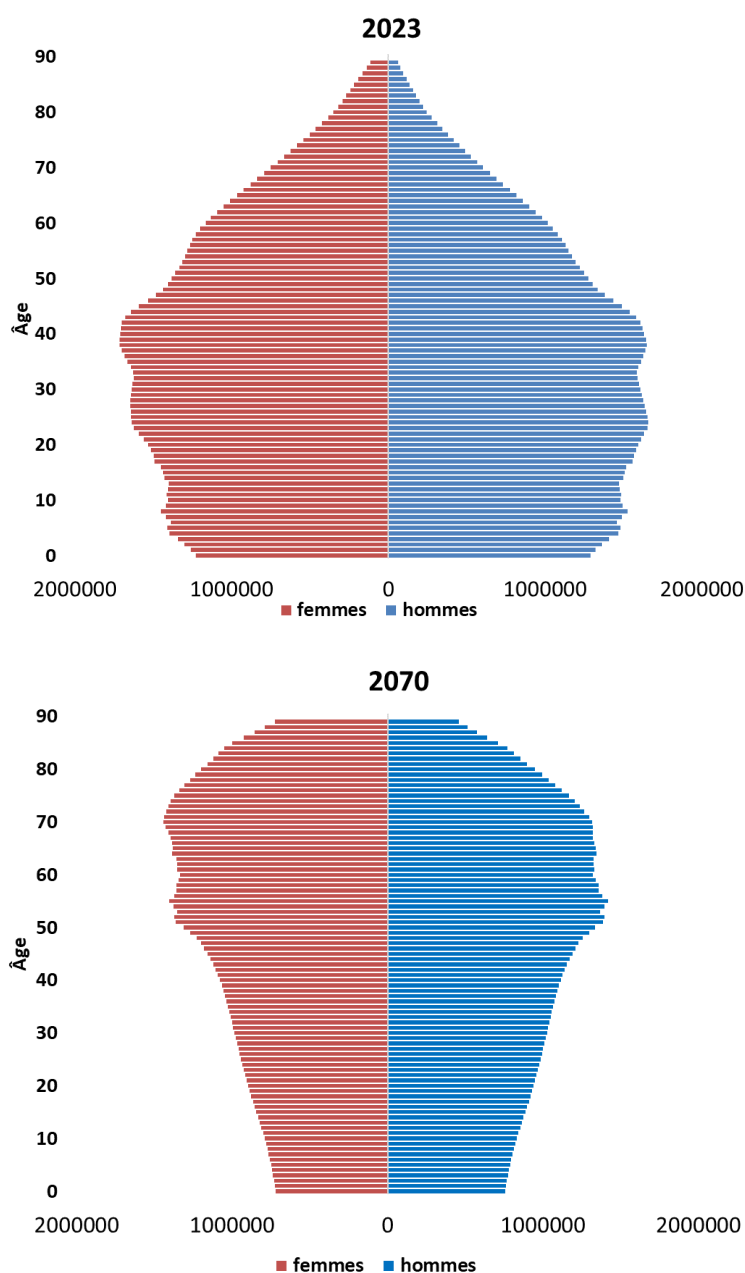
Ces révisions des projections démographiques ont des répercussions significatives sur le système de retraite. En 2050, le ratio entre la population retraitée, c'est-à-dire les personnes de plus de 65 ans, et celle en âge de

travailler, soit les 15 à 64 ans, atteindra 37%. **D'ici 2060, ce ratio devrait passer à 46%, pour atteindre 54% en 2070.** À titre de comparaison, les projections de 2018 – sur lesquelles la réforme actuelle du système de retraite brésilien a été fondée – prévoyaient un ratio de 35% pour 2050, passant à 43% en 2060. **Les estimations actuelles sont donc nettement supérieures aux projections précédentes, ce qui pourrait exiger de nouvelles adaptations du système de retraite pour faire face à ce déséquilibre croissant.**

* * *

Graphique de la semaine

Projection démographique par genre et âge en 2023 et 2070



Source : IBGE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr